



Labellisation du ministère de la
justice 2024-2027



MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité



ATTESTATION DE CONFIDENTIALITE EN VUE DE LA REMISE DE DOCUMENTS

Nom qualité et adresse professionnel du signataire :

Agissant pour mon propre compte

Ou Agissant pour la société

En tant que candidat à la consultation marché public relative à l'opération de :

Travaux de réfection des cellules et création d'un espace sanitaire avec installation de douches à la maison d'arrêt d'Ajaccio (en 8 lots)

Je demande la communication des documents suivants pour le **lot n° 4 Electricité CFO-CFA**

- **Annexe 3 au CCTP - Plans Lot 4 Electricité CFO-CFA**

Document remis sous attestation de confidentialité signée et accompagnée de la photocopie recto-verso de la carte d'identité en cours de validité.

Je m'engage ou j'engage la société que je représente ou j'engage le groupement dont je suis mandataire, sans réserve, à me conformer à **l'obligation de confidentialité et de prendre toutes précautions nécessaires afin de garantir cette confidentialité**, et notamment :

- à ce qu'aucun des plans et documents remis ou élaboré ne soit diffusé à des tiers sans l'autorisation explicite d'un représentant officiel de l'administration pénitentiaire ;
- à ne jamais transmettre, reproduire ou numériser de plans ou documents sans autorisation spécifique et explicite de l'administration validant le mode de reproduction ainsi que le destinataire ;
- à restituer à l'issue de l'exécution de la mission l'intégralité des plans et documents qui leur auraient été remis ou transmis sur support papier et électronique ;
- à procéder à la destruction de toutes données informatisées ou fichiers après la remise d'une copie de ceux-ci par le Département des Affaires Immobilières de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Marseille.

Je reconnais que, en cas de manquement à l'une des obligations mentionnées ci-dessus, j'encours (ou la société ou le groupement que je représente encourt) - sans préjudices des **poursuites pénales ou des actions indemnitaires** pouvant être engagée à mon encontre et/ou à l'encontre de la société ou le groupement que je représente - la **résiliation à mes frais et risques du marché** et ce, sans mise en demeure préalable.

Signature et cachet du signataire

(Porter la mention manuscrite

« Lu et approuvé »)

À, Le